

## COMMUNE D'OUFFET

### CONVOCAZIONE DU CONSEIL COMMUNAL C.D.L.D.

Art.L1122-11 Le Conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année le conseil s'est réuni moins de 10 fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis à l'article 1122-12, alinéa 2, pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du conseil.

Art.L1122-12 Le Conseil est convoqué par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le Collège des Bourgmestre et Echevins est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

Art.L1122-13 §1<sup>er</sup> Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3. Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté.

§2 Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, à la disposition, sans déplacement des membres du Conseil Communal, dès l'envoi de l'ordre du jour. Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article L1122-18 peut prévoir que le Secrétaire Communal ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux Conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier; dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine également les modalités suivant lesquelles ces informations techniques seront fournies.

Art.L1122-15 Le Bourgmestre ou celui qui le remplace préside le Conseil. La séance est ouverte et close par le Président.

Art.L1122-17 Le Conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente. Cependant si l'Assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour. Les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la 2<sup>ème</sup> fois ou pour la 3<sup>ème</sup> fois que la convocation a lieu; en outre, la 3<sup>ème</sup> convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

Le 20 mars 2014

A «Titre» «Prénom» «Nom», «Poste»,

Conformément aux articles L1122-11 et L1122-12 du CDLD, nous avons l'honneur de vous convoquer à la séance du Conseil Communal qui aura lieu à la Maison communale d'OUFFET **le mardi 01 avril 2014 à 20H00'.**

L'ordre du jour de cette assemblée est reproduit ci-après.

#### ORDRE DU JOUR.

Première convocation.

#### SEANCE PUBLIQUE :

1. Intercommunale ORES Assets – Désignation (ou confirmation) des représentants de la Commune d'Ouffet auprès des assemblées générales : décision à prendre.
2. FINIMO – Assemblée générale ordinaire du 27/06/2014 à 19H00' – Approbation de l'ordre du jour : décision à prendre.
3. Demande de permis d'urbanisme introduite à Béemont (parcelle cadastrée section A, n° 48S) – Modification de la voirie dite « chemin vicinal n°21) et suppression du sentier vicinal n°26 : décision à prendre.
4. PCDR – Groupe de travail promenade – Chemins et sentiers communaux au niveau de la section d'Ellemelle – Aménagement de divers parcours permettant les promenades en dehors des routes tarmaquées :
  - Réouverture d'un sentier communal à l'emplacement de l'ancien chemin vicinal n°10 ;
  - Déplacement du tronçon du sentier n°26 (dans le bois de l'Herberin) ;
  - Intégration dans les parcours de promenade et mise en œuvre du balisage et de la signalétique requise au niveau des sentiers n°13 et 19
5. Accueil extrascolaire (et plaine de vacances) – Adaptation du Règlement d'Ordre Intérieur de la Sitelle : décision à prendre.
6. Convention 2014 portant sur l'organisation de « Je Cours Pour Ma Forme » (JCPMF) : ratification.
7. Prêts de barrières Nadar et de panneaux de signalisation de type A15 – Règlement communal relatif à l'organisation de ces prêts : décision à prendre.

Par le Collège,

Le Directeur général,  
Henri LABORY

La Bourgmestre,  
Caroline MAILLEUX